# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 24 mars 1979 | N° 15 | PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F


## Editorial

### GRENADE : CE QUI GENE L'IMPERIALISME

Le coup d'Etat qui a eu lieu à Grenade, le 13 Mars, a suscité bien des réactions, notamment de la part de l'impérialisme américain. On a évoqué la possibilité (qui n'est pas définitivement exclue) d'une intervention armée, américaine ou anglaise, en vue de remettre en place le dictateur déchu, Gairy. Certains ont même laissé entendre que ce coup d'Etat pourrait remettre en cause la politique des USA en Amérique Centrale, politique qui ces derniers temps faisait mine de défendre «les droits de l'homme» et de ne plus soutenir trop ouvertement les différentes dictatures.

Grenade, sur un territoire 3 fois plus petit que la Martinique, ne compte que 110.000 habitants. Mais si Grenade, malgré sa petite taille, suscite tant d'intérêt, il y a des raisons à cela.

Gairy, qui depuis des années dirigeait l'île, d'abord sous la férule britannique, puis comme président depuis 1974, est un sinistre personnage, qui imposait son pouvoir à l'aide des «mangoustes», l'équivalent des «tontons-macoutes» haitiens. Eliminant l'opposition par tous les moyens, y compris l'assassinat, il s'est attiré l'hostilité de l'ensemble de la population de Grenade. C'est ce qui explique pourquoi le coup d'Etat n'a eu aucune peine à triompher : la police, l'armée et le corps diplomatique eux-mêmes se sont ralliés immédiatement au nouveau régime.

Bishop n'effraie sans doute guère les impérialistes. Mais le fait qu'il n'ait pas été désigné par eux, et que la population dans son ensemble paraisse le soutenir, et se sente soulagée d'être débarrassée de Gairy, cela suffit pour provoquer leur gêne.

Car Grenade est située dans une zone considérée, à juste titre, comme une véritable poudrière : la zone caraïbe. Dans cette région où l'impérialisme a acculé les peuples au chômage, à la misère et au sous-développement chronique, le moindre changement peut avoir valeur d'exemple. Si la population de Grenade a chassé Gairy, demain peut-être à Sainte-Lucie, Dominique, Trinidad ou la Jamaïque, les dirigeants en place subiront-ils le même sort.

La Guadeloupe et la Martinique, que le colonialisme ne cesse de proclamer «parties intégrantes de la France», sont loin d'être à l'abri d'une telle «contagion». Radio-Caraïbes et FR3, qui ont pour une fois accordé une certaine importance à un évènement dans la Caraïbe, ne s'y sont pas trompés. Cette agitation des bourgeois de tous bords ne peut, en un sens, que nous réconforter. Car un tel coup d'Etat est le fait d'hommes politiques qui, s'ils sont plus honnêtes que Gairy, n'en ont pas pour autant porté les travailleurs au pouvoir : pourtant, malgré les limites de leur mouvement, malgré la petitesse de Grenade, leur action n'en a pas moins eu un retentissement international. On imagine aisément l'écho que pourrait avoir, sur la scène mondiale, une révolution dirigée et contrôlée par les travailleurs, y compris dans des pays aussi petits que les nôtres.

## APRES LES CANTONALES AUX ANTILLES PEU DE CHANGEMENTS

La plupart des conseillers sortants ayant été réélus, il n'y a finalement pas eu de grands changements à l'issue du premier tour des élections cantonales en Guadeloupe et en Martinique. Seuls 4 cantons sont en ballotage en Guadeloupe et deux en Martinique.

Le deuxième tour ne devrait pas non plus réserver de grandes surprises car, il s'agit là soit de ballotages dus au fait que la barre des 25 % des inscrits n'a pas été atteinte par le candidat le mieux placé (c'est le cas à Capesterre pour Delacroix qui sera seul candidat au deuxième tour) ou alors il s'agit de ballotages simples qui devraient reconduire sinon les mêmes hommes tout au moins les mêmes partis (comme Elizé de la majorité, dans le 2ème canton de Fort-de-France ou Edwige du PCG à Port-Louis).

Dans l'ensemble, les partis de gauche, comme ceux de droite maintiennent leurs positions.

En Guadeloupe, c'est malgré tout le MSDG, le nouveau parti socialiste départementaliste dirigé par Bernier et Saman qui gagne réellement des sièges en ayant un élu à Baie-Mahault et un autre dans le 2ème canton de Morne-à-l'Eau.

En réalité la physionomie des nouveaux conseils généraux restera, à peu de choses près, la même.

Si, en Martinique l'inévitable Emile Maurice risque fort de succéder à lui-même à la présidence du conseil général, en Guadeloupe par contre, les manigances de couloir, et les petites luttes intestines entre les partis, pour la présidence et la présence dans les différentes commissions vont, comme à l'accoutumée se donner libre cours. Peut-être qu'en Guadeloupe, la relative majorité dont pouvait se targuer la gauche (PC, MSG, MPG) sera remise en cause par les nouveaux «socialistes départementalistes».

En tous cas, tout cela ne sera ni meilleur ni pire pour les travailleurs. Bon nombre d'entre eux ont jugé bon de reconduire à peu près les mêmes hommes politiques au conseil général pour six ans parce qu'ils croient qu'en votant pour un «bon» conseiller leur sort risque de changer quelque peu. En cela ils se trompent.

Contre les grands maux qui les frappe, contre la vie chère et les bas salaires, le chômage et la misère, ce n'est que la lutte des travailleurs qui est payante comme celle de Bata ou de SOCALTRA. Ce n'est pas cette assemblée qui changera quoi que ce soit, ce ne sont pas non plus, les hommes politiques qui y siègent et qui se contentent de palabrer sous la houlette d'un préfet tout puissant.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE



Le Conseil Général : on prend (à peu près) les mêmes et on continue... à ronronner. Ph. Roudyl

## TRINITE: LE RECTEUR FERME LA CITE SCOLAIRE

Les 3 établissements de la Cité Scolaire de Trinité ont été fermés par le recteur Doumenge le Lundi 19 à midi. Les prétextes avancés pour légitimer la fermeture sont les incidents qui ont eu lieu le matin, entre les élèves et quelques professeurs, aussi bien français qu'antillais.

Il faut rappeler que les élèves s'étaient mis en grève pour protester contre l'attitude méprisante de deux professeurs français et contre le soutien apporté par l'administration à ces enseignants. Le mouvement de grève déclenché le Lundi 12 s'était terminé dès le Mercredi 14 et les cours avaient repris normalement. Cependant la fin de la semaine avait été marquée par des appels du président des parents d'élèves à reprendre les cours, alors que la reprise avait déjà été faite !

Mais les évènements vont rebondir quand les élèves, en entrant en classe le Lundi 19 au matin voient les murs maculés avec des inscriptions où l'on s'en prend à un professeur antillais, Platon et au président des élèves Litadier. Tous deux sont connus pour leur participation dans les mouvements antérieurs. Ces graffiti sont ressentis avec juste raison par les élèves comme étant une provocation. Dès 7 heures 30, c'est la grève. Il y aura quelques bousculades sans gravité aucune entre un groupe d'élèves et quelques professeurs. Cela servira de prétexte au rectorat pour fermer l'établissement et priver de leurs cours quelques 2800 élèves !

Mais cette décision du recteur risque fort bien de se retourner en son contraire, car maintenant ce sont d'autres établissements scolaires qui risquent d'entrer en grève. Les lycéens exigent notamment la réouverture des établissements de Trinité, et exigent que soient recherchés les auteurs des graffiti. Dès le mardi, plusieurs prises de parole ont eu lieu dans des établissements de Fort-de-France et du Lamentin, et les élèves projettent de se mettre en grève le vendredi 23.

## Martinique: GREVE A LA COLAS CONTRE LES DISCRIMINATIONS RACIALES

Après avoir obtenu le maintien d'un laborantin que la direction voulait licencier, les travailleurs de la Colas continuent leur grève car ils présentent d'autres revendications qu'ils veulent voir satisfaites.

Ils exigent le départ de deux cadres français dont les postes, disent-ils, pourraient parfaitement être occupés par des Antillais. Ils refusent également le remplacement d'un chef de chantier antillais par un chef de chantier que la direction a décidé de recruter en France en prétextant l'incapacité professionnelle du premier, ce qui n'est qu'une fausse raison, affirment-ils.

Contre ces discriminations, les travailleurs ont décidé de protester et de se battre pour le droit de «vivre et travailler au pays», comme l'a annoncé leur dirigeant syndical.

Face à cette attitude résolue du personnel de la Colas, la direction, en la personne du chef d'agence, un certain MONNIOT, n'a pu que ressortir les arguments les plus éculés des capitalistes français dans leurs colonies, à savoir que «la société Colas... a toujours assuré du travail aux travailleurs martiniquais» (merci patron), le tout enrobé d'un ton paternaliste du plus pur style colonial, se déclarant «confiant en la sagesse légendaire des Martiniquais (merci patron...) pour réfléchir aux conséquences graves que fait courir cette grève à l'économie de l'agence et du département !»

La déclaration du sieur MONNIOT se termine par un appel à reprendre le travail «pour l'intérêt de tous». A n'en pas douter, voilà un patron qui a de l'intérêt général une conception bien individuelle !

# LE CALME REVIENT A BAIMBRIDGE... L'ASSURANCE DES COLONIALISTES AUSSI !

Il est question dans les hautes sphères de l'administration de sanctionner le proviseur du lycée de Baimbridge. Il s'agirait de lui faire porter la responsabilité des affrontements entre les élèves noirs qui ripostaient aux attaques racistes et un groupe d'élèves racistes blancs.

Parmi les reproches que l'administration fait au proviseur il y a — semble-t-il — son attitude jugée trop libérale vis-à-vis des élèves et des professeurs progressistes ou anti-colonialistes.

Mais surtout l'administration ajouterait à cela que le proviseur aurait pu empêcher une dégradation de la situation en se mettant dès le début en travers des deux camps, racistes et anti-racistes, et donc en prévenant les bagarres qui ont suivi.

Mais pour les élèves de Baimbridge, ces explications masquent des intentions répressives. Ni les élèves ni les professeurs anti-racistes ne font confiance à l'administration dans cette affaire.

Les élèves interprètent les attaques contre le proviseur comme un désaveu de leur propre lutte contre les racistes et donc aussi comme un premier geste avant une répression plus ouverte.

Les élèves se méfient, et ils ont raison de le faire. Le colonialisme ne peut guère en effet être taxé d'avoir des intentions pures.

Car il se pourrait bien que le pouvoir colonial estime, aujourd'hui que la colère est retombée, qu'il peut sortir de sa période de crainte et de prudence et jouer de nouveau du «gros bâton», comme il a coutume de le faire, si il ne risque rien.

Il y a une leçon à tirer de cela.

Aujourd'hui que le pouvoir estime le calme revenu à Baimbridge, il retrouve toute son assurance et se fait plus menaçant.

C'est ainsi que non seulement il s'en prend au proviseur, mais les enquêtes policières continuent de plus belle. Elèves et professeurs sont systématiquement convoqués pour être entendus.

Mais ce même pouvoir n'était pas si sûr de lui quand les élèves de Baimbridge étaient en colère et ripostaient aux attaques racistes.

On a vu alors juges, sous-préfets, et tout l'appareil colonial bafouiller, balbutier et s'inquiéter.

Et c'est bien là l'essentiel. Car au-delà de la personne du proviseur, c'est à l'ensemble des élèves et des professeurs anti-racistes de Baimbridge que le pouvoir veut s'en prendre.

Pour l'instant, il ne s'attaque qu'au proviseur mais ce qu'il vise, c'est de reprendre en main la situation dans la cité scolaire, et surtout de montrer à tous qu'il le fait.

Car s'ils savent bien ce que peut vouloir dire une telle explosion de colère, ils ont peur de la voir s'étendre et remettre en cause leur pouvoir.

Ces gens-là sont infiniment conscients d'être assis sur une véritable poudrière.

La colère des jeunes, celle des travailleurs, celle de tous les opprimés a effectivement le don d'inspirer une peur salutaire aux tenants du pouvoir colonial. Car ils savent bien qu'ils ne sont forts que de nos faiblesses ou de notre manque de combativité.

Mais que nous relevions la tête, que nous nous mettions en colère, les voilà nettement moins sûrs d'eux, moins arrogants.

Alors, si ceux de Baimbridge veulent rabaisser la morgue colonialiste qui réapparaît, ils connaissent la voie à suivre.

Ils savent comment ramener à la raison les racistes, pourquoi accepteraient-ils aujourd'hui que la répression coloniale frappe à Baimbridge ?

G. R.

# LES LYCEENS SE BATTENT CONTRE LE RACISME LA POLICE FAIT MINE DE S'EN OCCUPER

A la suite des bagarres qui ont eu lieu entre les élèves noirs et un groupe de racistes blancs au lycée de Baimbridge, la police a commencé à faire des enquêtes.

Elle reçoit, paraît-il de nombreuses dépositions spontanées d'élèves et de parents blancs, sur les incidents du lycée et la période précédant ces incidents. Les uns et les autres expliquent les faits en dédouanant leur comportement provocateur ou celui de leurs enfants, et bien au contraire font peser les responsabilités sur l'administration du lycée ou sur les élèves noirs eux-mêmes.

Dans le but de contre-balancer ces déclarations certains représentants de la police locale invitent les jeunes à venir témoigner massivement contre le comportement des racistes au lycée.

La police locale fait mine de vouloir, subitement aider à faire «jaillir la lumière» dans cette affaire, et débusquer les racistes.

Comme si c'était la première fois que le racisme se manifeste dans le pays !

Comment les policiers locaux pourraient-ils prétendre n'avoir pas connaissance des discriminations racistes qui sont pourtant courantes dans l'embauche, dans les différences de salaire et bien d'autres domaines encore ?

On a bien évidemment toutes les raisons de douter de leur bonne foi. Car enfin s'ils avaient eu la volonté d'agir, pourquoi donc ne l'ont-ils pas fait avant ? Ils en avaient même la possibilité légale : dans la législation française il existe des lois contre le racisme et jusqu'à présent on n'a jamais entendu parler de leur application ici, et pour cause...

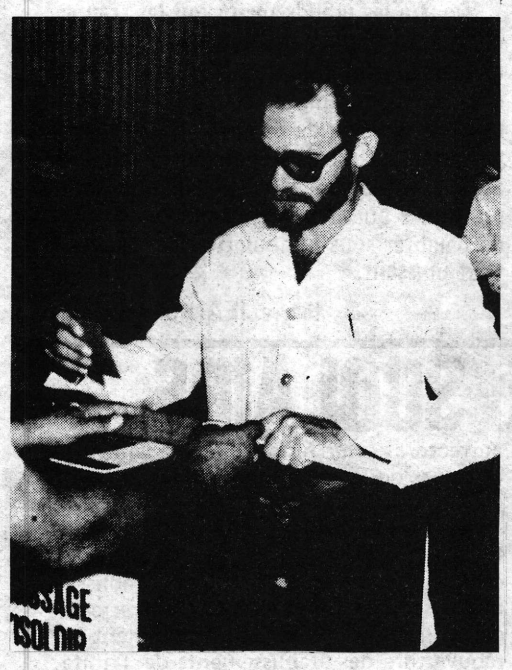
Il aura fallu que des jeunes aient le courage et la dignité de réagir contre le comportement raciste et imbécile de certains jeunes blancs pour voir les «responsables de l'application des lois» faire mine de s'occuper du racisme.

Toutes ces raisons ne peuvent qu'attirer la méfiance. En effet nul ne sait comment seront utilisées ces dépositions et autres témoignages. Ou bien, on ne le sait que trop !

L'enquête policière suivra son cours... Et les éléments recueillis par les policiers zélés aboutiront probablement sur le bureau d'un haut fonctionnaire de la justice coloniale. Et en fin de compte, c'est cette administration coloniale qui en fera l'usage qu'elle voudra.

Marianne TIBUS

# RIVIERE-PILOTE : LE BRIGANDAGE ELECTORAL DE LA DROITE



Ph Carib-Hebdo

Alfred MARIE-JEANNE

Le déroulement des élections cantonales à Rivière-Pilote a été l'occasion de mettre en évidence les méthodes de la droite aux Antilles, méthodes que l'on peut qualifier de brigandage électoral pur et simple.

Dans le premier temps, il y a le dépôt de 28 candidatures, pour le seul canton de Rivière-Pilote, soit le tiers des candidats de toute la Martinique. 25 de ces candidatures sont fictives !

D'ailleurs, ces candidats ne déposeront même pas de bulletins de vote.

En effet, seuls feront campagne le sortant indépendantiste Marie-Jeanne, le candidat RPR Bernus, et le candidat «giscardien» Adenet-Louvet.

La deuxième partie du scénario se déroule le jour du vote : les 25 candidats veulent installer leurs représentants dans les bureaux de vote. Cela ferait près d'une centaine de personnes par bureau. Le sens de la manœuvre est clair : avec plusieurs dizaines de partisans dans chaque bureau, Adenet-Louvet, l'instigateur des faits, pourra tenter n'importe quel coup bas et frauder à sa guise !

Marie-Jeanne sentant le coup expulse les représentants des faux candidats des bureaux de vote.

Les opérations de vote pourront donc commencer, mais avec quelques minutes de retard. C'est alors que, frustrés de n'avoir pu accomplir leur mauvais coup, les hommes de main d'Adenet-Louvet se forment en commando et attaquent les bureaux de vote. A Préfontaines, ils détruiront l'urne et les feuilles d'émargement. A Josseaud, ils seront mis en fuite et l'arme de leurs exploits sera saisie : une hache qui leur a servi à briser l'urne de Préfontaines !

A ce moment, il fut décidé d'interrompre les élections dans la commune; dans la soirée, des partisans de Marie-Jeanne, exaspérés, interdisaient une conférence d'Adenet-Louvet.

Voilà donc à quelles extrémités sont réduits les représentants de la droite lorsqu'ils sentent que les énormes moyens mis à leur disposition par le pouvoir colonial et les riches seront insuffisants pour se faire élire : magouille, coup de mains, violences sont alors leurs atouts.

# LIVRE : LAGHIA DE LA MORT

Les Editions «Présence Africaine» viennent de rééditer une série de nouvelles de J. ZOBEL sous le titre LAGHIA DE LA MORT.

Dans chacune de ces nouvelles nous sont décrites des scènes de la vie quotidienne pendant les années 40 en Martinique. Mais pas n'importe quelles scènes ! Les personnages que J. ZOBEL a choisi de nous présenter, ce sont des femmes, des travailleurs, des petites gens, des gens du peuple.

Tous ces personnages avec leurs croyances, leurs illusions, leurs superstitions, mais aussi leur joie de vivre, leurs espoirs leur dignité, ce sont les nôtres. Ceux qui souffrent, qui travaillent, les exploités, les opprimés et c'est bien pour cela que finalement ils nous sont plus que sympathiques. On a envie de les rejoindre, de participer à leur vie, à leurs plaisirs bien sûr mais aussi à leurs peines et surtout on a envie avec eux de bousculer cette misère omniprésente.

# NOS RESULTATS AUX CANTONALES

Notre tendance présentait trois candidats aux élections cantonales du 18 Mars dernier, deux en Guadeloupe et un en Martinique.

Nous avons obtenu respectivement :

- A Capesterre-Belle Eau (Gpe) 174 voix (4,72 % des suffrages exprimés).
- Au Lamentin (Gpe) 79 voix (2,7 %).
- Au Robert (Mque) 162 voix (4,98 %).

Il est intéressant d'estimer le pourcentage des voix qui se sont portées sur nos candidats dans l'électorat de gauche qui représente pour l'essentiel l'électorat ouvrier.

A Capesterre-Belle Eau, notre candidat obtient plus de 30 % du nombre des voix qui sont allées au parti communiste. Et, en considérant qu'une partie importante des travailleurs a voté pour Delacroix (ex membre du PC) nous obtenons environ 6 % du total des voix de gauche.

De même au Robert, où le GRS avait appelé à voter pour notre candidat, celui-ci obtient 17 % des voix des travailleurs qui ont voté à gauche, dans ce canton, pour le candidat du parti communiste martiniquais.

En raison du caractère ambigü de la candidature de Dagonia, membre du MSG, au Lamentin, il est plus difficile de faire des estimations de la répartition des voix des travailleurs dans ce canton.

Les chiffres, qu'ils soient rapportés à la totalité des suffrages exprimés ou estimés par rapport à l'électorat de gauche restent, bien sûr modestes. Nos résultats progressent légèrement au Lamentin (Guadeloupe) et au Robert (Martinique) et demeurent stables à Capesterre-Belle-Eau.

Il n'en reste pas moins vrai que notre courant est bien présent dans l'électorat ouvrier malgré les pressions de toutes sortes exercées contre ceux qui expriment haut et clair les idées marxistes révolutionnaires.

Marianne TIBUS


*A NOS LECTEURS !*

*Le Journal COMBAT OUVRIER est désormais hebdomadaire.*

*Vous pouvez le trouver en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1F50.*

*Réclamez-le à votre libraire.*

*COMBAT OUVRIER hebdomadaire est vendu en France au prix de 2 F.*

*Tarif d'Abonnement :*

*Antilles : pour un an 65,00 F*
*pour 6 mois 35,00 F*

*France : pour un an 100,00 F*
*pour 6 mois 50,00 F*

*Abonnez-vous pour soutenir le journal !*

# TABLES RONDES ET BAVARDAGES NE CHANGERONT RIEN... LE POUVOIR NE COMPREND QUE LA FORCE !



Une délégation du Conseil Général conduite par Me Michaux-Chevry est allée voir le Premier Ministre pour lui exprimer les graves conséquences économiques qu'entraînerait la décision prise par les grosses sociétés et la Compagnie Maritime de conteneuriser la banane.

En effet, si une telle décision était appliquée ce sont des centaines de travailleurs qui seraient privés d'emploi, notamment au niveau du transport et du chargement. Des centaines d'emplois de camionneurs et de dockers seraient ainsi supprimés.

La démarche des conseillers généraux de Basse-Terre s'explique surtout par l'inquiétude qui règne dans cette région.

Celle-ci a déjà souffert pendant plusieurs années des conséquences de la politique de l'administration préfectorale pendant les évènements de la Soufrière. Aujourd'hui, la population de Basse-Terre et sa région se sent menacée par les transformations économiques qu'entraînent les changements en matière de transport maritime.

En réponse aux revendications présentées par la délégation de Conseillers Généraux, Barre a répondu par des promesses. Il a promis d'étudier le problème et de réunir une table ronde avec le ministre des transports et les différents partis intéressés.

Cette attitude est particulièrement cynique. Car depuis plusieurs années, le pouvoir sait que le problème de la conteneurisation et celui du Port de Basse-Terre inquiètent la population, qui craint une diminution de l'activité économique et donc une aggravation du chômage. Et depuis tout ce temps, ce pouvoir n'a su que biaiser devant les aspirations et l'inquiétude des gens de Basse-Terre.

La «table ronde» de Barre, c'est encore une nouvelle façon de ne pas résoudre le problème.

Pourtant, la conteneurisation elle-même n'est pas en cause. Car après tout, c'est normal qu'on transporte des marchandises selon des procédés plus efficaces ou plus modernes. Ce qui est en cause c'est que cette modernisation se fait ici à Basse-Terre, comme ailleurs, comme dans les entreprises — toujours sur le dos des travailleurs, des petites gens, des malheureux.

Les transformations économiques dans cette société sont dirigées par des intérêts privés — ceux de capitalistes, hommes d'affaires, banquiers, industriels qui ont en vue non pas l'intérêt de la population, mais le leur .

Alors peu importe aux affairistes de la Compagnie de Navigation Mixte ou de la Compagnie Générale Maritime, et à tous les intérêts privés qui se cachent derrière, peu importe aux gouvernants que la simple décision de changer le système d'expédition des bananes vers l'Europe, entraîne la ruine et la misère pour des milliers de travailleurs, de petits commerçants et de petites gens de Basse-Terre.

Le seul évènement qui pourrait vraiment les faire sortir de leur tranquille assurance et leur faire ravaler leur cynisme ce serait de se retrouver face à la colère de la population de Basse-Terre.

Ce que ni les bavardages dans le bureau de Barre, ni les «tables-rondes» et autres parlottes n'apporteront jamais, la manifestation de colère de la population de Basse-Terre pourrait, elle, l'apporter. Car il en est ainsi dans cette société, le langage de la force est le seul qui peut changer les situations.

Pierre MICHAUT

# GROS DUBOIS DOIT AVOIR NOTRE SOUTIEN



Ph. Caribb-Hebdo

VICTOR GROS-DUBOIS

*Victor Gros Dubois vient de terminer une grève de la faim, commencée le 5 Mars dans le centre de tri de Montrochet à Lyon où il travaille.*

*Gros Dubois est l'auxiliaire des PTT qui avait été licencié en 1971 en Martinique après une fallacieuse accusation de vol. Malgré trois procès confirmant son innocence, il n'avait été repris aux PTT qu'après une première grève de la faim de 23 jours.*

*C'était après six ans de chômage, en mai 1977. A cette époque, le préfet de Martinique promet à Gros Dubois qu'il sera réintégré, mais en France, titularisé en Janvier 78 et renvoyé en Martinique un an après. Gros Dubois, n'ayant pas le choix, accepte. Il arrive en France en Novembre 1977.*

*L'administration des PTT n'a tenu aucune de ses promesses, à savoir maintien de son grade et de son ancienneté acquis avant son licenciement abusif. A son arrivée en France, l'indice de Gros Dubois est de 203 et quand il est affecté au centre de tri de Lyon son indice régresse à 183.*

*Alors Gros Dubois en a assez. Découragé, désespéré il entame une seconde grève de la faim.*

*Ce sont les PTT qui ont poussé Gros Dubois à cette extrémité, montrant à quel point les mesquineries de l'administration (baisse d'indice, refus de titularisation, promesses non tenues) peuvent devenir criminelles. En effet Gros Dubois a risqué sa vie dans cette nouvelle grève, et cela d'autant plus sérieusement que sa première grève de la faim lui a ébranlé la santé.*

*Et l'administration connaît ses torts vis-à-vis de Gros Dubois . Elle lui promettait de le titulariser avec effet rétroactif et de payer ses dettes dont une somme importante que l'hôpital lui réclame pour sa première grève de la faim.*

*Mais Gros Dubois a continué sa grève après ces promesses car il voulait des garanties. Le dimanche 11 Mars il est rentré à l'hôpital dont il a été renvoyé le dimanche suivant. Gros Dubois a alors cessé sa grève de la faim.*

*Il n'a pourtant pas renoncé. Les PTT lui ont fait subir six années de chômage sans compter un préjudice moral dû à une accusation injustifiée. Gros Dubois a le droit d'être réintégré en Martinique, d'obtenir que l'on tienne compte de son ancienneté. Il envisage de continuer une lutte sur le plan juridique.*

*Mais là comme auparavant, la lutte de Gros Dubois exige notre soutien. Les travailleurs de l'émigration tant à Lyon qu'à Paris doivent en informer leurs camarades de travail et les amener à prendre position. Partout ils peuvent contacter les syndicats pour que ceux-ci soutiennent la lutte de Gros Dubois et ne le laissent pas isolé. Les travailleurs de l'émigration doivent aussi se tenir prêts à répondre à toute proposition d'action (pétition, etc...) susceptible d'aider Gros Dubois à obtenir satisfaction.*

# ~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

## METALLURGIE: CONTRE LES LICENCIEMENTS: LA LUTTE !

### A ERCAM

Au moment où les travailleurs de la Socaltra se mobilisent contre les licenciements prévus dans l'entreprise, d'autres travailleurs de la Métallurgie sont également menacés de perdre leur emploi. En effet, le patron de ERCAM a annoncé son intention de licencier une trentaine de personnes réparties sur les deux entreprises ERCAM (métallurgie) et ERAM (menuiserie).

On ne sait pas encore quand doivent intervenir ces licenciements. Ce qui est certain, par contre, c'est que, tout comme à la Socaltra, ceux de ERCAM refusent de se laisser mettre à la porte pour les profits des patrons.

### A LA SOCALTRA

Dans cette entreprise, les travailleurs se sont regroupés en un Comité de lutte pour organiser la mobilisation contre les licenciements.

A l'heure où nous écrivons, le patron, après avoir reculé plusieurs fois (il a d'abord annoncé que les licenciements n'étaient pas «officiels», puis il a dit qu'il devait réexaminer la question des licenciements en fonction de nouvelles commandes...) vient de retarder la réunion avec le Comité d'entreprise prévue pour le 22, au cours de laquelle il devait donner confirmation des licenciements. Pour justifier cette décision il a prétexté qu'il y avait suffisamment de travail pour le moment et qu'on verrait plus tard.

Evidemment, devant la réaction des travailleurs, le patron hésite et retarde l'échéance le plus possible, en espérant que la mobilisation va s'éteindre.

Mais les ouvriers commencent à être las de ce petit jeu et exigent que la direction leur donne une réponse définitive.

En tous les cas ils sont bien décidés à se battre pour leurs revendications :

- PAS de licenciements !
- La semaine de 35 heures payées 40 heures.
- La 5ème semaine de congés payés.

Pour marquer leur détermination ils ont envoyé le télégramme suivant au préfet :

### TELEGRAMME DES OUVRIERS DE SOCALTRA AU PREFET

«Vous avertissons solennellement, ainsi qu'autorités préfectorales, qu'en aucun cas n'admettrons licenciements ni mises à pied forcées dans l'entreprise et seront prêts à prendre toutes mesures jugées par nous utiles pour les empêcher.

Tenons à vous prévenir ce jour afin que preniez dès maintenant vos responsabilités.

Considérations distinguées.

Les travailleurs de la Socaltra.»

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE : Mettez fin à l'auxiliariat. Titularisez tous les auxiliaires !

*La direction a décidé de remercier plusieurs dizaines d'auxiliaires. C'est ainsi que de nombreux agents de bureau ont été mis à pied ou le seront prochainement. La seule possibilité qu'on leur a laissée c'est d'aller à un concours interne !... S'ils échouent, ce sera le licenciement.*

*Pourtant leur travail est bien utile puisque certains sont là depuis plusieurs mois et ils ont contribué à la bonne marche des services.*

*En 1976, nous avons su nous faire craindre en nous mettant en grève illimitée. Alors, nous avions obtenu la création de 116 postes.*

*Depuis, chaque fois nous avons réussi à faire reculer la direction lorsque nos intérêts étaient en jeu. Pourquoi accepter aujourd'hui les licenciements de nos camarades auxiliaires ?*

*Ne nous berçons pas d'illusions, les attaques contre les auxiliaires touchent d'abord les plus vulnérables d'entre nous. Ensuite, c'est contre nous tous, titulaires ou pas que l'administration se retournera pour continuer à faire ses économies.*

*Ne lui donnons donc pas le temps d'en arriver là. Empêchons les licenciements des auxiliaires !*

## POINTE-A-PITRE : MAGASIN ESCALE : UNE SANCTION REVOLTANTE

Deraine, le directeur, vient de sanctionner sévèrement une de nos camarades.

Elle aurá à rembourser plus de 2.800 F en prélevant 200 F sur son salaire chaque mois.

Cette camarade caissière avait été payée au mois de janvier dernier avec un chèque volé et la pièce d'identité qui lui avait été présentée était fausse, elle aussi.

La direction accuse cette camarade de faute d'inattention.

Lorsqu'on connaît les conditions de travail éprouvantes des caissières à certaines heures de pointe où 15 à 20 clients se présentent aux caisses et où les petits chefs surveillent pour voir si elles travaillent assez vite, et tout cela agrémenté de flashes publicitaires assourdissants, on se demande comment ces cas ne se produisent pas plus souvent.

Le patron réagit très durement contre une caissière qui pourtant encaisse plus de 2 millions chaque soir. Il est bien sûr moins sévère pour lui-même qui parle à chaque fin d'année de plusieurs dizaines de millions de «démarque inconnue».

# France APRES LES CANTONALES

**LES URNES ONT EXPRIME UN MECONTENTEMENT MAIS C'EST EN SE FAISANT CRAINDRE QUE LES TRAVAILLEURS AURONT GAIN DE CAUSE.**




C'est leur lutte et non les élections qui changera quelque chose à leur sort.

*L e premier tour des élections cantonales s'est traduit sur l'ensemble de la France par une très nette majorité — de l'ordre de 55 % — pour les candidats se réclamant de l'opposition. Le Parti Socialiste a progressé d'environ 5 % par rapport à 1973 — année des cantonales précédentes, concernant les mêmes cantons que celles du 18 Mars — il améliore même ses résultats par rapport à 1976. Et apparemment le PS a progressé au détriment de la droite et non pas du Parti communiste, puisque ce dernier maintient sensiblement ses positions et progresse même, dans les régions les plus touchées par la crise.*

*Ainsi donc, le vote a exprimé, à sa façon, le-mécontentement d'une partie de l'électorat face à la crise, face à la suffisance cynique avec laquelle les politiciens au pouvoir essaient d'en faire payer les frais à la population laborieuse. Mais il l'a exprimé à la façon dont peuvent le faire les élections, c'est-à-dire de façon stérile.*

*Au sortir du deuxième tour, il y aura sans doute quelques dizaines de conseillers généraux de gauche de plus. Les présidences d'un certain nombre de conseils généraux auront sans doute changé de tête.*

*Mais le vote n'aura même pas été un avertissement pour les gens au pouvoir, susceptible de les inciter à un peu plus de prudence et à un peu moins de hargne : ils ne se faisaient de toute façon guère d'illusions sur leur popularité dans la population ouvrière.*

*Momentanément débarrassés d'une des hypothèques électorales de l'année, ils peuvent au contraire, durcir de nouveau le ton, à moins que... A moins que la colère ouvrière, dont Longwy et Denain ont donné un témoignage, éclate sur une échelle plus large.*

*Quelques milliers d'ouvriers de Denain ont plus fait pour inquiéter le pouvoir en descendant dans la rue, et en faisant face à la police, que quelques centaines de milliers d'électeurs de plus en votant à gauche. Et chez ceux qui gouvernent, l'inquiétude et la peur, c'est le commencement de la sagesse.*

# MOYEN ORIENT : LA PAIX FONDEE SUR L'OPPRESSION N'EST PAS LA PAIX

Il aura fallu que CARTER mette tout son poids dans la balance, qu'il fasse le pigeon-voyageur entre Israël et l'Egypte pour que SADATE, président de l'Egypte et BEGIN, premier ministre d'Israël, acceptent de signer un traité de paix. Il aura fallu surtout que les Etats-Unis promettent de leur verser 10 milliards en espèces sonnantes et trébuchantes. Sommes qui ne seront d'ailleurs pas perdues pour les marchands d'armes américains, puisqu'elles sont officiellement destinées à l'achat d'armement.



CARTER - SADATE

Ce qui ramène d'ailleurs les phrases grandiloquentes des uns et des autres sur la paix, à la triste réalité.

La signature du traité de paix entre l'Egypte et Israël redorera peut-être le blason quelque peu terni de CARTER, aux Etats-Unis même.

Mais le traité israëlo-égyptien ne ramènera pas la paix dans la région.

D'abord parce que de cette paix-là les Palestiniens n'en veulent pas. Car elle consacre la négation de leurs droits à l'existence nationale, ce pour quoi ils se battent depuis trois décennies.

En effet, les intérêts du peuple palestinien sont complètement absents des règlements entre SADATE et BEGIN patronnés par les USA. Ces accords prévoient tout juste de leur laisser une mince bande de terrain, et encore sous contrôle direct de l'armée israëlienne.

Les principales organisations palestiniennes ont déjà annoncé qu'elles refusent le traité de paix, et qu'elles n'acceptent pas d'attendre d'hypothétiques élections promises pour dans cinq ans. Les Palestiniens continueront à se battre pour recouvrer leur droit à vivre dans la région.

Mais le traité entre Israël et l'Egypte ne rétablira pas la paix dans la région pour une autre raison, plus générale. Si le Moyen-Orient est une poudrière ce n'est pas seulement en raison des relations entre Israël et l'Egypte. Cette région dont l'importance économique et stratégique est considérable, paie d'un prix énorme, en sang, en souffrance, l'intérêt que lui porte l'impérialisme.



CARTER - BEGIN

Cela fait plus d'un demi-siècle que les grandes puissances impérialistes, pour garder leur contrôle sur le pétrole, dressent les peuples les uns contre les autres, soutiennent des dictatures infâmes, foulent au pied les intérêts des peuples. Malgré le sourire benêt de CARTER, l'impérialisme n'a pas changé de politique dans la région. Il ne veut pas, momentanément du moins, des affrontements armés, mais il craint comme la peste une entente fraternelle entre peuples, car une telle entente sonnera le glas à sa mainmise sur le pétrole.

Il n'y aura de paix au Moyen-Orient, une paix réelle et non basée sur l'oppression, que contre l'impérialisme, mais jamais avec sa bénédiction.

# TCHAD: DES DIVISIONS EXACERBEES PAR L'IMPERIALISME

La conférence de Kano, qui a réuni au Nigéria, Félix Malloum, président en titre du Tchad et Hissène Habré le premier ministre, en guerre ouverte depuis plusieurs semaines, ainsi que des représentants de deux fractions rivales de la guérilla d'opposition, le FROLINAT, a abouti à un accord : les quatre camps prétendant au pouvoir, et dont aucun n'a pu l'emporter sur les autres, affirment vouloir gouverner ensemble.

Mais pendant qu'un accord est intervenu à Kano — accord qui sera d'ailleurs nécessairement provisoire, car les quatre camps sont armés, dominent chacun un bout du pays et se méfient les uns des autres — le pays s'achemine vers des affrontements ethniques graves. Dans ce pays divisé entre un Nord musulman et un Sud animiste et chrétien, des centaines d'hommes sont déjà morts dans des luttes ethniques, et des milliers d'autres fuient, affolés, les zones où leur ethnie est minoritaire.

C'est le moment choisi par le gouvernement français pour annoncer le retrait de ses troupes du Tchad. Ces troupes étaient installées officiellement depuis 1968 à l'appel de l'ancien dictateur Tombalbaye, pour mater la révolte des populations du Nord, soutenue par une organisation nationaliste, le FROLINAT. Depuis, Tombalbaye a été éliminé par Malloum, mais les troupes françaises sont demeurées pour défendre les intérêts des capitalistes français et notamment des capitalistes du coton.

Aujourd'hui, les troupes françaises s'en vont. Leur départ sera vraisemblablement ressenti comme une victoire par tous ceux qu'elles ont terrorisés depuis plus de 10 ans. Mais elles s'en vont — d'ailleurs rien ne dit que cela soit définitif — après avoir semé l'orage qui est en passe de se déchaîner sur le Tchad. Car l'impérialisme français porte une responsabilité écrasante, criminelle, dans les antagonismes ethniques qui, aujourd'hui, déchirent le Tchad.

Pendant près d'un siècle, pour asseoir ses intérêts, l'impérialisme français a exacerbé les divisions ethniques entre les tribus musulmanes et nomades du nord et les tribus animistes ou chrétiennes, sédentaires du sud. Cela avait été directement à l'origine des troubles de 1968, les populations du nord se révoltant contre le pouvoir central, détenu exclusivement par des représentants du sud.

Alors le fait que l'impérialisme français retire ses troupes aujourd'hui est peut-être le signe d'un échec pour lui. Mais c'est la population tchadienne qui en paie le prix sanglant, par la plus absurde, la plus stérile des guerres civiles, celle qui oppose des hommes entre eux en fonction de leurs origines ethniques.

Même si demain la France, désormais non directement présente, s'en lave les mains, les hommes qui meurent aujourd'hui dans les conflits ethniques, continuent à être immolés sur l'autel des intérêts des capitalistes du coton.

TELEVISION

# «Holocauste»

Ces jours prochains à la télévision passera le premier épisode du feuilleton «Holocauste» (qui en comporte quatre). Ce feuilleton, qui vient d'être suivi avec intérêt par des millions de spectateurs français et américains, retrace ce que furent la persécution et l'extermination massive des Juifs par l'état nazi, en Allemagne même, et dans les pays dominés par l'Allemagne.

Le film commence en 1935, deux ans après l'accession de Hitler au pouvoir, et se termine en 1944 avec la défaite de l'Etat allemand dans la 2ème guerre mondiale. A travers l'histoire d'une famille juive, s'étale progressivement tout le système qui, de la simple apparition de mesures vexatoires contre les Juifs, aboutira en quelques années à la disparition de 6 millions de personnes dans les fameux camps de concentration et les chambres à gaz.

La description de tels faits historiques, d'une telle barbarie organisée à une échelle aussi grandiose, ne peut manquer de susciter l'émotion et la révolte.

Mais il faut rappeler que l'Allemagne nazie ne fut pas seule en cause dans la répression et le massacre de ces millions de Juifs. L'Etat français lui aussi participa à ce génocide en arrêtant et persécutant des milliers de Juifs en France même et en les envoyant dans les camps de la mort en Allemagne. Si le régime hitlérien porte la responsabilité majeure de ce génocide, le régime de Vichy et la police française s'en sont faits les complices et les aides.

Le film ne prétend pas donner une explication historique et sociale aux évènements; il se borne à suivre de près le déroulement des faits, à décrire la naissance et le développement du sentiment antisémite, les mesures discriminatoires prises pour le cultiver et l'amplifier, l'encadrement policier et militaire qui accompagne une telle répression, la mise en condition systématique de toute une population par le régime fasciste.

Mais le film ne dit pas comment et pourquoi de telles horreurs ont pu être possibles. Il ne dit pas que c'est la barbarie du système capitaliste lui-même qui pour sauvegarder les intérêts d'une bourgeoisie décadente n'hésite pas à recourir à de tels procédés.

Et si l'Etat bourgeois allemand fut directement l'auteur d'une telle barbarie, les autres Etats capitalistes n'en sont certes pas à l'abri, à commencer par l'Etat français. Car c'est bien l'Etat français qui a massacré, torturé, réprimé systématiquement les populations colonisées aux quatre coins du globe. En Indochine, à Madagascar, en Algérie, Tunisie et dans d'autres pays d'Afrique, ainsi que dans ses prétendus «DOM-TOM», l'Etat capitaliste français s'est livré à des exactions tout aussi barbares. Aujourd'hui encore il ne recule pas devant les tueries lorsque ses intérêts sont en cause.

Aussi faut-il avoir ces faits présents à la mémoire en regardant «Holocauste». l'Allemagne nazie n'a pas été seule à se rendre coupable de tels forfaits contre les peuples !

Claire GOYA


**COMBAT OUVRIER**

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire